



Société de commissaires aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Saint-Denis

Société anonyme au capital de 40 000 €
4 rue Monseigneur Mondon 97400 Saint-Denis

VANILLA ISLANDS ORGANISATION

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

VANILLA ISLANDS ORGANISATION

Siège social : 4, rue Jules Thirel - Bât B - Immeuble la Balance - 97460 SAINT-PAUL

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mesdames, Messieurs,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **VANILLA ISLANDS ORGANISATION** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

.../...

AA

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- Votre association perçoit des subventions d'exploitation et d'investissement. Nous nous sommes assurés de leur comptabilisation en compte de résultat, dans le respect du règlement N°2018-06 du 5 décembre 2018.
- En page 19 de l'annexe, figure le solde des subventions par convention de financement FEDER/Région et par année. Les programmes, pour lesquels les sommes reçues par votre association sont supérieures aux dépenses réalisées, s'élèvent à 227 K€. Le solde de subventions à recevoir s'élève à 248 K€. Nos travaux ont consisté à vérifier la correcte traduction comptable des termes des conventions signées avec les financeurs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Trésorier.

.../...



RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Denis, le 11 juin 2025

Le commissaire aux comptes



EXA
SOCIÉTÉ DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

Karine JASMIN

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2023	Net au 31/12/2022
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	12 471	7 473	4 998	4 470
Immobilisations financières				
Total I	12 471	7 473	4 998	4 470
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	21 160	6 660	14 500	20 660
<i>Autres créances</i>	261 177		261 177	306 892
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	168 314		168 314	123 949
<i>Charges constatés d'avance</i>				10 530
Total II	450 651	6 660	443 992	462 030
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	463 123	14 133	448 990	466 500
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2023	au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	57 806	46 773
Excédent ou déficit de l'exercice	12 183	11 034
Situation nette (sous-total)	69 989	57 806
Total I	69 989	57 806
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	660	248
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	64 766	103 188
Dettes fiscales et sociales	305 965	293 929
Autres dettes	2 612	2 112
Produits constatés d'avance	4 998	9 217
Total IV	379 000	408 694
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	448 990	466 500

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

(1) Dont à plus d'un an (a)	
Dont à moins d'un an (a)	379 000
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque	660
(3) Dont emprunts participatifs	
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours	

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	6 000	8 000
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	294 925	278 073
Autres produits		
Total I	300 925	286 074
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	100 998	91 014
Impôts, taxes et versements assimilés	1 430	754
Salaires et traitements	144 973	137 076
Charges sociales	48 558	43 742
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	9 730	2 969
Autres charges	19	120
Total II	305 709	275 675
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-4 784	10 398
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	1 426	673
Total III	1 426	673
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées		2 362
Total IV		2 362
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	1 426	-1 690

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-3 353	8 709
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	37 441	2 325
Total V	37 441	2 325
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	21 900	
Total VI	21 900	
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	15 541	2 325
Total des produits (I+III+V)	339 792	289 071
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	327 609	278 037
EXCEDENT OU DEFICIT	12 183	11 034

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : VANILLA ISLANDS ORGANISATION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 448 990 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 12 183 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Présentation de l'entité - Article 431-2 Du Règlement ANC 2018-06

L'organisme à but non lucratif VIO (Vanilla Islands Organisation) est une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901.

L'association VIO a pour objet le développement touristique de la zone océan indien.

Elle inscrit son projet dans une dimension d'intérêt général et de coopération régionale, en cherchant à établir entre les acteurs des échanges d'informations, de pratiques et d'expériences.

Les membres de l'Association sont les représentants touristiques officiels de six îles de l'Océan Indien : La Réunion, Maurice, Madagascar, Seychelles, Comores, Mayotte.

La Présidence est annuelle et tournante.

Les activités de l'association se rapprochent de celles d'un office de tourisme.

Ses actions se déclinent en trois axes :

- Axe 1 : développement des marchés et des arrivées de croisiéristes ;
- Axe 2 : développer la notoriété de la marque grâce à une meilleure compréhension de l'activité ;
- Axe 3 : Réaliser des actions communes de promotion par l'animation du réseau et une meilleure compréhension des acteurs.

Les missions de promotion se déroulent en vis-à-vis (salons, roadshows, eductours, etc) dans l'océan indien et à travers le monde, visites d'entreprises etc) mais également à distance ou sur des plateformes numériques.

Les moyens mis en œuvre sont humains (2 personnes), techniques et numériques.

Un bureau équipé situé à St Paul, un site internet, des réseaux sociaux(facebook, instagram, twitter, linkedin) permettent de contribuer à l'objet social de l'association.

Au niveau financier et pour mener à bien ses missions, l'association est financé par le biais d'une subvention issue de fonds européens dédiés à la coopération (INTERREG) et de leurs contrepartie nationale (Région Réunion).

Règles et méthodes comptables

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les différentes actions menées par l'association sont financées par des subventions FEDER/REGION et REGION.

Les conventions de financement prévoient la prise en charge de l'intégralité des dépenses réalisées.

Le résultat de l'exercice correspond aux produits propres de l'association diminués des charges non décaissées.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Règles et méthodes comptables

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements et aménagements constr				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels				
- Instal.générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	8 874	3 597		12 471
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	8 874	3 597		12 471
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	8 874	3 597		12 471

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Instal.générales, agencements, aménagements construc.				
- Instal.techniques, matériel et outillage industriels				
- Instal.générales, agencements aménagements divers				
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 403	3 070		7 473
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	4 403	3 070		7 473
ACTIF IMMOBILISE	4 403	3 070		7 473

Comptes annuels annexés au rapport
du commissaire aux comptes

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 282 337 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	21 160	21 160	
Autres	261 177	261 177	
Charges constatées d'avance			
Total	282 337	282 337	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	46 773	11 034			57 806
Excédent ou déficit de l'exercice	11 034	-11 034	12 183		12 183
Situation nette	57 806		12 183		69 989
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	57 806		12 183		69 989

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 379 000 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	660	660		
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	64 766	64 766		
Dettes fiscales et sociales	305 965	305 965		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	2 612	2 612		
Produits constatés d'avance	4 998	4 998		
Total	379 000	379 000		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - factures non pa	30 166
Dettes prov. congés à payer	41 585
Charges sociales congés à payer	16 580
Formation continue	2 939
Total	91 270

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	4 998		
Total	4 998		

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation	180 912		104 610		9 402	294 925
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						294 925

Subventions de l'association

Soldes des conventions de financement FEDER/Région Réunion et Région Réunion au 31/12/2023

Année	N° convention	Libellé	Conventionné	Réalisé	Reçu	Solde
2016	DAE 2017-0164	Programme d'action 2016 - Part non éligible au programme Interreg V	106 567	85 959	- 221 224	- 135 265
2017	DAE 2017- 0754	Programme d'action 2017 - Part non éligible au programme Interreg V	360 523	237 147	- 238 829	- 1 682
2019	EDT 2019-0964/0020754	Programme de coopération régionale touristique 2019	466 325	238 980	- 238 980	-
2020	DAE-T/2020-1440	Programme d'action 2019 - Part non éligible au programme Interreg V	126 500	63 972	- 101 200	- 37 228
2021	DAE-T/2021-0973	Programme d'action 2021 - Part non éligible au programme Interreg V	202 500	21 820	- 63 250	- 41 430
2022	DAE-T/2022-1151	Programme d'action 2022 - Part non éligible au programme Interreg V	116 247	46 510	- 58 123	- 11 613
2022	EDT 2022-0165/0032962	Programme de coopération régionale touristique 2022	382 352	234 675	- 234 675	0
2023	EDT 2023-24 N°20240966-003913	Programme d'actions - Soutien au développement touristique	773 718	208 091	-	208 091
2023	DAE 2023 - DAT/2023-1029	Programme d'actions et d'investissement 2023 - Part non éligible au programme Interreg V	125 676	73 212	- 32 924	- 40 288
TOTAL						21 161

Soldes des conventions de financement des autres organismes au 31/12/2023

Année	N° convention	Libellé	Conventionné	Réalisé	Reçu	Solde
2021	ROI/FA/YG/na/20201116-001	Organisation internationale de la francophonie - programme P14 "Accompagnement à la réalisation des Objectifs de développement durable"	6 600	6 600	- 6 600	-
2023	REPOI/LO/FA/aa/20230629-01	Organisation internationale de la francophonie - programme P21 Ensemble pour l'atteinte des ODD "Sensibilisation au tourisme durable"	10 560	9 402	- 8 448	954
TOTAL						954